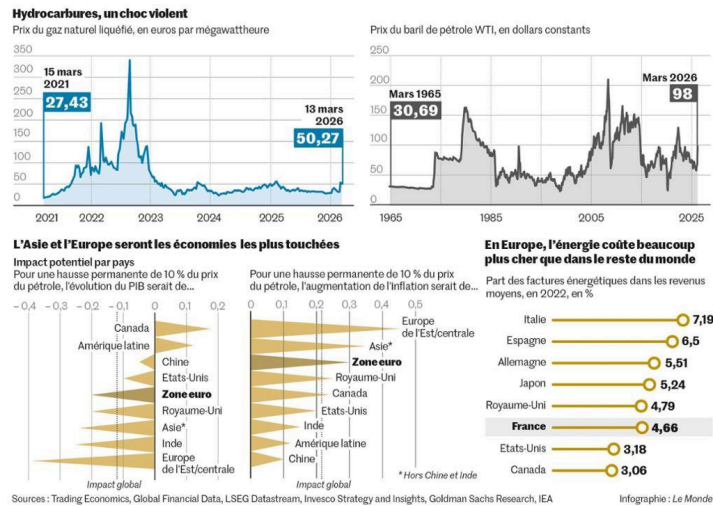


L'Europe en première ligne du choc pétrolier



Éric Albert

Les ménages européens paient déjà des factures énergétiques parmi les plus élevées au monde

Deux semaines après le début de l'attaque, le 28 février, des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran, un choc énergétique significatif commence à se répandre dans l'économie mondiale. Selon les déclarations de l'Agence internationale de l'énergie, jeudi 12 mars, la fermeture du détroit d'Ormuz a provoqué « *la plus forte perturbation d'offre [de pétrole] de l'histoire* », en retirant de la production mondiale environ 10 millions de barils par jour. Ils sont partiellement compensés (environ 2 millions de barils par jour) par des hausses de production dans le reste du monde.

Les marchés financiers, qui pariaient les premiers jours sur un conflit de très courte durée, tablent aujourd'hui sur un détroit qui restera difficile à franchir pendant quelques mois. Si le coût économique dépendra évidemment de la durée du choc, il y a déjà une certitude : ce sont les pays importateurs d'hydrocarbures qui seront les plus touchés. L'Europe, qui est presque entièrement dépendante des importations – à part pour le gaz norvégien –, est en première ligne.

Une hausse de 50 % du prix du gaz, qui reste très inférieure aux niveaux de 2022 Au début de la guerre en Iran, le choc est d'abord venu du gaz. Le prix du gaz naturel liquéfié (GNL), coté aux Pays-Bas, qui sert de référence en Europe, s'est envolé presque immédiatement de plus de 50 %. La mise à l'arrêt, dès le premier week-end de guerre, de toute la production de GNL du Qatar, notamment après une attaque sur son usine de liquéfaction de Ras Laffan le 2 mars, a affolé les marchés. D'un coup, le troisième producteur mondial de ce gaz était enlevé du marché.

Pour l'instant cependant, le choc n'est pas comparable à celui du début de la guerre en Ukraine, en février 2022. Le prix du GNL en Europe tourne actuellement autour de 50 euros du mégawattheure, loin du pic de 345 euros atteint quand le président russe, Vladimir Poutine, avait décidé, à l'été 2022, de fermer unilatéralement l'approvisionnement en gaz d'une partie de l'Europe. La flambée avait été d'autant plus forte que la hausse des prix avait commencé dès l'été 2021, à la sortie de la pandémie de Covid-19. A l'époque, les prix étaient restés nettement au-dessus du niveau actuel pendant un an et demi.

Le pétrole flambe de 66 %, mais évolue encore loin des records historiques Le baril de pétrole West Texas Intermediate (WTI), la référence aux Etats-Unis, a frôlé toute la semaine du lundi 9 mars 100 dollars (87 euros), oscillant au gré des bombardements sur les navires situés dans le détroit d'Ormuz ou sur des installations d'hydrocarbures dans les pays du Golfe. Vendredi, en fin de journée, il était à 98 dollars, en hausse de 50 % sur un mois et de 66 % depuis le début de l'année 2026.

Le choc est violent, mais, là encore, loin des records enregistrés pendant les cinq dernières décennies. Si on corrige les prix du pétrole de l'inflation, leur niveau actuel a été dépassé régulièrement en 2022, ainsi que pendant toute la décennie de 2005 à 2014. A son pic, en juin 2008, le baril de WTI était monté à 147 dollars, ce qui serait

l'équivalent aujourd'hui de plus de 200 dollars, selon les calculs de Paul Jackson, stratège à Invesco, une société de gestion. Le deuxième choc pétrolier de 1979, après la révolution islamique en Iran, avait également été beaucoup plus douloureux : à l'époque, le baril avait dépassé l'équivalent des 100 dollars d'aujourd'hui quatre années d'affilée, avec des pointes à plus de 160 dollars.

L'Europe a les factures d'énergie les plus chères au monde Etant dépendants des importations de pétrole et de gaz, les Européens ont parmi les factures d'énergie les plus chères au monde. En 2022, au pire de la crise gazière liée à la guerre en Ukraine, les Italiens et les Espagnols versaient près de 7 % de leurs revenus pour payer leur électricité et leur gaz – soit plus du double des Américains et des Canadiens. Pour les Français et les Britanniques, malgré les aides alors très généreuses des Etats, la facture s'approchait de 5 % du revenu, et pour les Allemands, elle était de 5,5 %.

En France, un prix de l'électricité modéré pour les ménages par rapport au reste de l'Europe Dans ce contexte européen de dépendance aux importations d'hydrocarbures, la politique énergétique de chaque pays peut influencer sur les prix. En France, notamment grâce au parc nucléaire, l'électricité payée par les ménages était à 26,6 centimes du kilowattheure au premier semestre 2025 (dont 40 % de taxes). Une facture 11 % en dessous de la moyenne de la zone euro. L'Allemagne est de loin le pays le plus cher, à 38,3 centimes du kilowattheure, devant la Belgique, le Danemark, l'Italie et l'Irlande, tous au-dessus de 32 centimes.

La même logique s'applique pour l'électricité payée par les entreprises. La France, à 19,4 centimes du kilowattheure au premier semestre 2025, est 17 % en dessous du prix moyen de la zone euro. Là encore, les mêmes pays plus dépendants du gaz se retrouvent parmi les plus chers : l'Irlande est en tête (29,6 centimes), devant l'Allemagne, le Danemark, Chypre et l'Italie.

Pour le gaz, la France un peu plus chère que le reste de l'Europe Cet avantage comparatif français ne se vérifie pas pour le gaz. Pour les ménages, le prix du kilowattheure au premier semestre 2025 était de 13 centimes, 7 % au-dessus de la moyenne de la zone euro. L'Allemagne et l'Italie sont assez proches de ce niveau. La Hongrie et la Slovaquie, les deux derniers pays de l'Union européenne à importer de Russie par gazoduc, ont, en revanche, des prix nettement plus bas (3,1 centimes et 5,9 centimes du kilowattheure respectivement.) La Suède et les Pays-Bas sont les deux pays les plus chers.

Pour les entreprises, le prix du gaz en France (8 centimes du kilowattheure) est proche de la moyenne de la zone euro (7,90 centimes), tandis que l'Allemagne est un peu plus chère (8,70 centimes) et l'Italie nettement moins (7 centimes).

L'Asie et l'Europe seront les économies les plus touchées Dans ce contexte d'une énergie chère en Europe, l'impact économique de la guerre en Iran va dépendre de la durée du conflit. S'il est impossible de répondre à cette inconnue, il est en revanche possible d'en détailler le mécanisme. C'est ce qu'ont fait les économistes de la banque américaine Goldman Sachs. Ils ont calculé l'effet qu'aurait une hausse permanente de 10 % des prix du pétrole. En moyenne, cela impliquerait une baisse de 0,1 point du produit intérieur brut, mais avec des répercussions très différentes selon les régions : – 0,4 point en Europe centrale, – 0,2 point en zone euro, et une hausse de presque 0,2 point au Canada, pays producteur de pétrole.

Un effet inflationniste inévitable Les économistes de Goldman Sachs ont aussi modélisé les conséquences sur l'inflation. Une hausse permanente de 10 % du prix du pétrole provoquerait une augmentation des prix mondiaux de 0,2 point, là encore avec un effet plus violent en Europe centrale (près de 0,5 point) ; de 0,3 point en zone euro et de seulement 0,1 point en Chine.